

interview express

« L'UNSA veut aussi défendre les salariés des TPE »



Laurent

Escure

Secrétaire général du syndicat UNSA

Le leader du syndicat UNSA a entamé un tour de France sur le thème des salariés des TPE. Il fera une étape à Toulouse jeudi mais sous forme « digitale » crise sanitaire oblige.

Pourquoi prendre la parole sur les très petites entreprises (TPE) ?

Les 4,5 millions de salariés des TPE et les centaines de milliers d'intérimaires sont les plus touchés par la crise alors que ce sont ceux qui ont le moins de protection syndicale. 80 % des TPE sont autour du Smic et n'ont que peu de droit à part le code du travail. Doit-on se résoudre à ce que tous ces salariés restent non syndiqués ?

Comment comptez-vous les séduire alors qu'ils sont très éloignés des syndicats ?

L'Unsa lance une offre simple du type « cliquez et adhérez ». En trois clics vous êtes adhérents pour 1,50 € à 2,50 € par mois. Cela

ouvre droit à une assistance juridique, l'accès à l'équivalent d'un CE. Nous lançons aussi un réseau de 1 000 aidesurs de proximité. Ce sont des adhérents, des militants et des bénévoles qui vont au contact dans les TPE. Toulouse est la sixième étape de notre tour de France.

La présence d'un syndicat dans une TPE est-elle souhaitée ?

Le pire dans une TPE c'est quand un conflit dégénère en contentieux. Avec un syndicat, on peut dénouer les problèmes surtout que l'Unsa défend un syndicalisme constructif. En temps de crise comme actuellement, un syndicat est aussi un partenaire qui permet le lien entre salariés et direction. Un plan social immense invisible va toucher les entreprises et surtout les TPE dans les prochains mois. Le dialogue social sera essentiel.

Les start-up font-elles partie de vos cibles ?

Bien sûr car ce sont avant tout des TPE même si elles sont parfois difficiles à pénétrer car elle cultive la culture de la réussite individuelle.

Quels sont vos objectifs d'adhésions ?

Nous souhaitons doubler le nombre de nos adhérents aujourd'hui dans les TPE et ainsi faire adhérer entre 10 000 et 15 000 salariés d'ici trois ans.

Recueilli par Gil Bousquet

[@Gil_Bousquet](#)